

[Text]

I think the idea of going to the Security Council, on which we do not for the present time sit, to encourage action that was doomed not to be successful at this time wouldn't be very practical. If you engage in a multilateral activity of that sort and fail, you're probably worse off than when you started, because in the end you grant to those to whom you would have been imposing or encouraging the imposition of measures a substantial victory.

It is a dilemma we face every year even in the United Nations commission on human rights, where if you push for a resolution and end up with nothing, then the country you are trying to bring attention to, through the resolution of the commission on human rights, claims the international community has considered their human rights record and decided there was nothing wrong with it so they didn't pass the resolution.

• 1945

That's not the case in Myanmar. But it's one of the issues you have to take into consideration. It's not an issue. I don't think we have ever viewed it as practical to stand up and call for an international trade embargo if we felt we had very little chance of making it successful.

Mrs. Gaffney: I guess what I'm hearing is it's almost an exercise in futility. China is not going to back away from \$1 billion or more in arms that they're sending to Myanmar.

Mr. Balloch: I'm not sure I would say that it is automatically an exercise in futility. I'm simply saying that this is something we are constantly looking for in terms of ways of bringing pressure to bear on Myanmar. If the situation made it less unlikely, we'd certainly be happy to look at this means of pressure.

Mrs. Gaffney: You say the \$3 million to \$4 million that Canada is giving in aid is peanuts, it is nothing, that it is not worth even talking about. Yet I understand the International Development Association also budgets some money to Myanmar. Am I correct on that?

Mr. Balloch: Excuse me, I may have misled the committee, if that is what I said. I said we do \$3 million to \$4 million worth of two-way trade. This could be through third parties, through international commodity markets, all kinds of ways, that some Canadian products reach Myanmar and some of their products reach Canada.

On the development assistance front, we do not give any aid to Myanmar. We give very substantial aid through multilateral institutions, particularly through the UN agencies—the UNHCR and others—to help with the refugees and to help along the border areas. In fact, we gave last year, I think it was \$2.75 million, which was approximately 10% of all of the world's assistance to the refugee problem.

Mr. Harvey: The whole world put up a total of \$27 million for the entire year.

[Translation]

Je pense que l'idée de demander au Conseil de sécurité, dont le Canada n'est pas membre à l'heure actuelle, de prendre des mesures qui étaient vouées à l'échec ne seraient pas très pratique. Si l'on s'engage dans ce genre d'activité multilatérale et que c'est un échec, on se retrouve sans doute dans une situation pire que celle qui existait au départ, car en fin de compte on accorde alors une victoire à ceux à qui on aurait imposé des mesures ou recommandé d'en imposer.

C'est un dilemme auquel nous faisons face chaque année même à la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme; en effet, si l'on insiste en vain pour qu'une résolution soit adoptée, le pays sur lequel on tente d'attirer l'attention, grâce à la résolution de la Commission sur les droits de l'homme, prétend que la communauté internationale a étudié son dossier en matière de droits de la personne et décidé qu'il n'avait rien à se reprocher puisque la Commission n'a pas adopté de résolution.

Ce n'est pas le cas au Myanmar. Mais c'est une des questions dont il faut tenir compte. Nous n'avons jamais considéré comme une solution viable de demander un embargo commercial international si nous pensions que nous avions très peu de chances de l'obtenir.

Mme Gaffney: Si je vous ai bien compris, il s'agit d'un exercice presque inutile. La Chine ne va pas renoncer à la vente d'armes au Myanmar qui représente un milliard de dollars ou plus.

M. Balloch: Je ne dirai pas qu'il s'agit automatiquement d'un exercice inutile. Je dis tout simplement que nous cherchons constamment à faire des pressions au sujet du Myanmar. Si la situation s'y prêtait, nous envisagerions volontiers ce moyen de pression.

Mme Gaffney: Vous dites que les 3 ou 4 millions de dollars d'aide accordés par le Canada ne représentent rien du tout et ne méritent même pas qu'on en parle. Pourtant, je crois comprendre que l'Association internationale de développement accorde également une aide financière au Myanmar. Est-ce que je me trompe?

M. Balloch: Excusez-moi, j'ai peut-être induit le comité en erreur, si c'est ce que j'ai dit. J'ai dit que nos échanges bilatéraux avec le Myanmar représente de trois à quatre millions de dollars. Certains produits canadiens sont exportés au Myanmar et certains produits de ce pays sont importés au Canada par des tierces parties, par le biais des marchés internationaux, de toutes sortes de façons.

Pour ce qui est de l'aide au développement, nous n'accordons aucune aide au Myanmar. Nous accordons une aide très importante par le biais des institutions multilatérales, notamment par les agences des Nations Unies—le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres—pour aider les réfugiés et pour aider le long des régions frontalières. En fait, l'an dernier, nous avons donné quelque 2,75 millions de dollars, ce qui représentait approximativement 10 p. 100 de toute l'aide mondiale au problème des réfugiés.

M. Harvey: Le monde entier a donné un total de 27 millions de dollars pour l'année.